



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
22 décembre 2010
Français
Original: anglais

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Neuvième session

Bonn, 21-25 février 2011

Point 7 a) de l'ordre du jour provisoire

**Amélioration des procédures de communication des informations
ainsi que de la qualité et de la présentation des rapports
à soumettre à la Conférence des Parties**

**Processus itératif relatif à l'évaluation de la mise en œuvre,
notamment les indicateurs de résultats, les méthodes
et les procédures de présentation des rapports**

Examen du processus itératif relatif à l'évaluation de la mise en œuvre, notamment les indicateurs de résultats, les méthodes et les procédures de présentation des rapports

Note du secrétariat*

Résumé

Le présent document contient une analyse des renseignements figurant dans la partie des rapports soumis par les Parties et les observateurs intitulée «Informations supplémentaires». Y est analysée une série d'éléments se rattachant au processus de présentation de rapports, notamment l'accès aux ressources financières et humaines, ainsi qu'aux connaissances techniques et scientifiques nécessaires à l'établissement des rapports et à la participation, la coordination et la validation. On y trouve également une analyse des avis formulés par les entités soumettant les rapports au sujet des indicateurs, en tant que base du processus itératif demandé par la Conférence des Parties dans la décision 13/COP.9, en vue d'affiner l'ensemble d'indicateurs de résultats et d'impact et les méthodes connexes, et de proposer des améliorations lors des sessions futures de la Conférence des Parties. Enfin, on trouvera en annexe une compilation des questions que les Parties ont proposé de porter à l'attention de la Conférence des Parties concernant l'actuel processus de présentation de rapports et d'examen.

* La soumission du présent document a été retardée en raison du report par les Parties de sa date limite de présentation.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction et renseignements d'ordre général.....	1–7	3
II. Questions relatives au processus de présentation de rapports.....	8–22	4
A. Ressources financières.....	8–11	4
B. Ressources humaines.....	12–13	5
C. Accès aux connaissances.....	14	6
D. Coordination.....	15–16	6
E. Participation et consultation.....	17	7
F. Réunion de validation.....	18	7
G. Portail PRAIS.....	19–22	7
III. Suite donnée aux demandes particulières figurant dans les décisions de la Conférence des Parties.....	23–29	8
IV. Conclusions.....	30–38	12
V. Recommandations.....	39	14
Annexe		
Country-specific issues for the attention of the Conference of the Parties.....		15

I. Introduction et renseignements d'ordre général

1. Dans son plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018) («la Stratégie»)¹, la Conférence des Parties a adopté quatre objectifs stratégiques (à moyen et à long terme) et cinq objectifs opérationnels (à court et à moyen terme). Des indicateurs d'impact visant à mesurer les progrès obtenus dans la réalisation des objectifs stratégiques ont été adoptés dans la même décision, et il a été demandé au Comité de la science et de la technologie (CST) de perfectionner ces indicateurs. L'ensemble d'indicateurs pour le suivi de l'application de la Stratégie a été incorporé dans celle-ci, sans toutefois être adopté. Il a été demandé au Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC) de réexaminer cet ensemble d'indicateurs.

2. À la suite de ce réexamen, effectué à la septième session du CRIC, la Conférence des Parties a examiné à sa neuvième session des versions finales d'indicateurs de résultats et d'objectifs connexes. Elle a décidé d'adopter provisoirement ces indicateurs et les méthodes et procédures connexes², afin d'examiner s'ils étaient efficaces et pertinents pour mesurer les résultats et l'impact en ce qui concerne l'application de la Convention, à la fin du premier cycle de présentation des rapports.

3. Par la même décision, la Conférence des Parties a également prié le secrétariat, conjointement avec le Mécanisme mondial, d'utiliser un processus itératif pour mettre au point des propositions à examiner lors des prochaines sessions de la Conférence des Parties, à partir des dixième et onzième sessions, pour affiner l'ensemble d'indicateurs de résultats et d'impact et les méthodes connexes. Elle a prié le CRIC d'examiner les progrès réalisés dans ce processus itératif au cours de ses sessions et de recommander un ensemble minimum d'indicateurs de résultats pour examen à la onzième session de la Conférence des Parties. Elle a aussi prié le Secrétaire exécutif, agissant conjointement avec le Mécanisme mondial, de rendre compte, après le quatrième cycle de présentation des rapports, en 2010 et 2012, de l'efficacité des indicateurs provisoires de résultats et d'impact, compte dûment tenu du processus du CST visant à examiner et améliorer les indicateurs d'impact se rapportant aux objectifs stratégiques 1, 2 et 3 ainsi que des propositions mentionnées ci-dessus, et de recommander des améliorations concernant notamment les méthodes et les procédures de présentation de rapports dont il est question dans la décision 13/COP.9, à partir des recommandations faites par les Parties et les autres entités concernées, pour examen et révision éventuelle lors des dixième et onzième sessions de la Conférence des Parties.

4. Le modèle de présentation des rapports, mis au point par le secrétariat et le Mécanisme mondial sur la base de la décision 13/COP.9, comportait une partie consacrée aux informations supplémentaires, ce qui a assuré une plus grande souplesse dans le processus de présentation des rapports et offert aux entités concernées un moyen d'enrichir la base de données du CRIC sur des problèmes concrets et/ou des obstacles qu'elles rencontrent dans ce processus. Cette partie des rapports permet un retour d'information sur l'expérience acquise et les problèmes, obstacles et goulets d'étranglement constatés sur le plan des ressources humaines et financières. Elle permet aussi de faire face à des demandes de renseignements ponctuelles de la Conférence des Parties sur des thèmes particuliers comme la demande susmentionnée concernant le processus itératif relatif aux indicateurs.

¹ ICCD/COP(8)/16/Add.1, décision 3/COP.8.

² ICCD/COP(9)/18/Add.1, décision 13/COP.9.

5. Le présent document contient une analyse des données figurant dans la partie des rapports soumis par les Parties et les observateurs intitulée «Informations supplémentaires». On y quantifie les ressources (humaines et financières) consacrées au processus par les entités soumettant des rapports et on y met en relief les principaux aspects du processus, notamment les connaissances disponibles et les mécanismes de coordination, de participation, de consultation et de validation. Il contient également une analyse des avis formulés par ces entités sur les indicateurs, en tant que base du processus itératif.

6. L'annexe du présent document contient une compilation des questions que les Parties ont proposé de porter à l'attention de la Conférence des Parties concernant l'actuel processus de présentation de rapports et d'examen.

7. Il serait peut-être bon que le CRIC, en utilisant un cadre axé sur les résultats, propose des orientations pragmatiques sur la base des informations recueillies dans le présent document, à l'intention des Parties et surtout des institutions de la Convention chargées de mettre au point les modèles de présentation des rapports, en vue de faciliter le suivi des recommandations ciblées présentées pour examen à la Conférence des Parties.

II. Questions relatives au processus de présentation de rapports

A. Ressources financières

8. Il a été demandé aux pays parties touchés et aux pays développés parties d'indiquer s'ils disposaient de ressources financières suffisantes pour s'acquitter de leurs obligations en matière de présentation de rapports au titre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Seuls un pays partie touché et un pays développé partie n'ont pas répondu à cette question. Cinquante-cinq pour cent de tous les pays ont indiqué disposer de ressources financières suffisantes et 45 % ont répondu par la négative. Tous les pays développés parties ont indiqué disposer de ressources financières suffisantes, mais environ la moitié des pays parties touchés ont signalé que leurs ressources financières n'étaient pas suffisantes.

Tableau 1

Ressources financières disponibles pour présenter des rapports au titre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

	<i>Pays partie touchés (total)</i>	<i>Pays développés parties (total)</i>	<i>Ensemble des pays parties (total)</i>
Ressources financières suffisantes	43	11	54
Ressources financières insuffisantes	45	0	45

9. Il a été demandé aux Parties de fournir une estimation du montant des ressources budgétaires nationales investies dans le processus de présentation des rapports au titre de la Convention: 73 pays parties touchés ont répondu à cette question et 16 n'ont pas répondu. Sur ces 73 pays parties touchés, 9 pays ont indiqué n'avoir consacré aucune part de leur budget national au processus de présentation de rapports. Pour deux pays qui n'ont pas indiqué en quelle devise les dépenses étaient libellées, et cinq pays qui ont indiqué des montants disproportionnés (entre 1 million et 2 milliards de dollars É.-U.), les données n'ont pas été comptabilisées. Quatre pays développés n'ont pas répondu à cette question, deux pays développés ont répondu qu'ils ne consacraient aucune dépense à l'établissement de rapports, et les six pays restants ont fait état de montants allant de 20 000 à près de 80 000 dollars É.-U.

10. Les pays touchés ont dépensé conjointement 1,2 million de dollars É.-U. et les pays développés environ 260 000 dollars É.-U. Le montant moyen des dépenses par pays a été de 18 200 dollars É.-U. pour les pays touchés et a été plus de deux fois supérieur (43 600 dollars) pour les pays développés.

Tableau 2

Montant des ressources financières prélevées sur le budget national investies dans l'établissement de rapports au titre de la Convention

(En dollars des États-Unis)

	<i>Pays parties touchés (total)</i>	<i>Pays développés parties (total)</i>	<i>Ensemble des pays parties (total)</i>
Dépenses totales	1 204 494	261 177	1 465 671
Dépenses moyennes par pays	18 249	43 629	19 806

11. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a indiqué qu'il versait une aide financière d'un montant de 2 545 454 dollars É.-U. aux pays parties touchés pour les aider à s'acquitter de leur obligation de faire rapport au titre de la Convention. Si l'on ajoute ce montant aux dépenses provenant des budgets nationaux, il apparaît qu'environ 4 millions de dollars É.-U. ont été investis dans l'établissement de rapports par les Parties au cours du processus 2010-2011 de présentation de rapports et d'examen³. Ce chiffre ne prend pas en compte les dépenses des Parties qui ont présenté leur rapport après le 12 novembre 2010.

B. Ressources humaines

12. Il a été demandé aux Parties d'indiquer combien de personnes étaient associées dans leur pays au processus d'établissement de rapports au titre de la Convention. Sept pays parties touchés et un pays développé partie n'ont pas répondu à cette question. Parmi les pays qui y ont répondu, les réponses allaient de une à 498 personnes pour les pays parties touchés et de 3 à 95 personnes pour les pays développés parties. Le nombre total de personnes concernées s'établit à plus de 3 700 (41 personnes en moyenne dans les pays parties touchés et 29 personnes en moyenne dans les pays développés parties).

Tableau 3

Ressources humaines investies pour respecter les obligations d'établissement de rapports au titre de la Convention

(Nombre de personnes concernées)

	<i>Pays parties touchés (total)</i>	<i>Pays développés parties (total)</i>	<i>Ensemble des pays parties (total)</i>
Nombre total de personnes associées à l'établissement de rapports au titre de la Convention	3 396	322	3 718
Nombre moyen de personnes associées à l'établissement de rapports au titre de la Convention, par pays	41	29	40

³ Ce montant ne tient pas compte du cofinancement assuré pour cet exercice par le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le Mécanisme mondial et le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), ni de la contribution versée par la Commission européenne, le tout représentant un montant d'environ 2 750 000 dollars.

13. En outre, les pays ont fourni des estimations du nombre de jours-personne consacrés par les personnes concernées au processus d'établissement de rapports au titre de la Convention. Treize pays parties touchés n'ont pas répondu à cette question, et cinq pays dont les chiffres étaient disproportionnés (entre 1 100 et 1,5 million de jours-personne) n'ont pas été pris en compte dans le calcul. Les autres réponses allaient de 1 à 610 jours-personne. Quatre pays développés parties n'ont pas répondu à cette question. Parmi ceux qui y ont répondu, le nombre de jours-personne indiqué allait de 10 à 270. Au total plus de 7 600 jours-personne ont été consacrés au processus d'établissement de rapports. La moyenne s'est établie à environ 100 jours-personne et a été du même ordre dans les pays développés parties et dans les pays parties touchés.

Tableau 4

Ressources humaines investies pour respecter les obligations d'établissement de rapports au titre de la Convention

(Nombre de jours-personne)

	<i>Pays parties touchés (total)</i>	<i>Pays développés parties (total)</i>	<i>Ensemble des pays parties (total)</i>
Nombre total de jours-personne consacré à l'établissement de rapports au titre de la Convention	6 939	739	7 678
Nombre moyen de jours-personne consacré à l'établissement de rapports au titre de la Convention, par pays	98	92	97

C. Accès aux connaissances

14. Les connaissances scientifiques et techniques nécessaires à l'établissement de rapports ont été suffisantes dans la plupart des pays (87 %). Six pays parties touchés et un pays développé partie n'ont pas répondu à la question. Si tous les pays développés parties ont déclaré disposer de connaissances scientifiques et techniques suffisantes, 14 % des pays parties touchés ont indiqué qu'ils n'étaient pas satisfaits du niveau de connaissances à leur disposition pour établir des rapports.

Tableau 5

Accès aux connaissances techniques et scientifiques nécessaires à l'établissement de rapports au titre de la Convention

	<i>Pays parties touchés (total)</i>	<i>Pays développés parties (total)</i>	<i>Ensemble des pays parties (total)</i>
Connaissances techniques et scientifiques suffisantes	71	11	82
Connaissances techniques et scientifiques insuffisantes	12	0	12

D. Coordination

15. La coordination pour l'établissement de rapports au titre de la Convention avec les agents d'exécution compétents (pour le processus 2010-2011 d'établissement de rapports et d'examen, le PNUE et son Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature) a fait l'objet d'une question posée aux seuls pays parties touchés. Neuf de ces pays n'ont pas répondu. Cinquante et un pays (64 %) se sont déclarés satisfaits de la coordination et 29 pays (36 %) insatisfaits.

16. En ce qui concerne le deuxième aspect des activités de coordination, les pays parties touchés ont été priés d'indiquer s'ils étaient satisfaits de la coordination assurée avec les ministères concernés dans leur pays pour présenter des rapports complets et cohérents au titre de la Convention. Quatre de ces pays n'ont pas répondu à la question. Le niveau de satisfaction des pays qui ont répondu s'est avéré assez élevé (78 %), 66 pays faisant état d'une coordination satisfaisante et 19 pays d'une coordination insatisfaisante.

E. Participation et consultation

17. Il a été demandé à tous les pays d'indiquer si une stratégie participative ou consultative était appliquée de manière à associer toutes les parties prenantes concernées au processus d'établissement de rapports. Trois pays parties touchés et deux pays développés parties n'ont pas répondu à cette question. Dans la plupart des pays (86 %), les parties prenantes concernées étaient associées au processus d'établissement de rapports. Une stratégie participative a été appliquée plus souvent dans les pays parties touchés (88 %) que dans les pays développés parties (70 %).

Tableau 6

Participation et consultation pour l'établissement des rapports au titre de la Convention

	<i>Pays parties touchés (total)</i>	<i>Pays développés parties (total)</i>	<i>Ensemble des pays parties (total)</i>
Application d'une stratégie participative ou consultative	76	7	83
Pas de stratégie participative ou consultative	10	3	13

F. Réunion de validation

18. La réunion de validation est un outil servant à intégrer les parties prenantes concernées dans le processus d'établissement de rapports. Il a été utilisé dans les deux tiers des pays. Quatre pays parties touchés et deux pays développés parties n'ont pas répondu à la question. On constate une nette différence entre les deux catégories de pays: un seul pays développé partie a organisé une réunion de validation dans le cadre de son processus d'établissement de rapports.

Tableau 7

Réunion de validation

	<i>Pays parties touchés (total)</i>	<i>Pays développés parties (total)</i>	<i>Ensemble des pays parties (total)</i>
Réunion de validation	64	1	65
Pas de réunion de validation	21	9	30

G. Portail PRAIS

19. Il a été demandé aux pays parties touchés d'indiquer s'ils avaient bénéficié d'une formation suffisante sur l'accès au portail du système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre (PRAIS) et son utilisation. Six pays parties touchés n'ont pas répondu à cette question. La plupart des pays parties touchés (88 %) se sont déclarés satisfaits du niveau de formation reçu.

20. Il a été demandé aux pays développés d'indiquer s'ils avaient eu recours à la formation sur l'accès au portail PRAIS et son utilisation. Un pays développé n'a pas répondu à cette question. Les deux tiers des pays développés ont eu recours à cette possibilité.

Tableau 8

Formation à l'accès au portail du système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre et son utilisation

	<i>Pays parties touchés (total)</i>	<i>Pays développés parties (total)</i>
Formation suffisante	73	
Pas de formation	10	
Utilisation des possibilités de formation		7
Pas d'utilisation des possibilités de formation		4

21. Il a été demandé aux pays développés d'indiquer les principales difficultés posées par la présentation de rapports en ligne. Tous ont répondu à cette question. La lenteur de l'accès Internet au portail PRAIS et la complexité du système ont été considérées comme des problèmes par les deux tiers des pays développés (un tiers des pays indiquant des problèmes très importants). Des difficultés liées à l'obtention des clefs d'accès et d'autres problèmes ont aussi été signalés, mais dans une moindre mesure.

Tableau 9

Difficultés liées à la présentation de rapports en ligne rencontrées par les pays développés parties

	<i>Lenteur de l'accès</i>	<i>Complexité du système</i>	<i>Difficultés à obtenir les clefs d'accès</i>	<i>Autres</i>
Peu importantes	1	1	3	0
Importantes	3	3	1	1
Très importantes	4	4	1	1
Nombre de pays développés parties indiquant un problème (total)	8	8	5	2

22. Les problèmes signalés par les pays concernaient principalement la réactivité du service de dépannage, la disponibilité de la version hors ligne du modèle de présentation, l'utilisation des navigateurs, les listes déroulantes, les menus incrustés pour les devises, les difficultés très fréquentes rencontrées pour télécharger vers l'amont de nombreuses fiches de suivi des programmes et projets et l'annexe financière type, et l'accès à une rubrique d'aide.

III. Suite donnée aux demandes particulières figurant dans les décisions de la Conférence des Parties

23. Aux paragraphes 2, 3 et 24 de sa décision 13/COP.9, la Conférence des Parties a prévu un processus itératif pour affiner l'ensemble d'indicateurs de résultats adopté provisoirement par la même décision. Afin de lancer ledit processus, les entités concernées pouvaient présenter des suggestions et recommandations sur les aspects à améliorer, en

signalant les indicateurs qui avaient posé des difficultés au cours du processus d'établissement des rapports. Cela a été fait au moyen d'une évaluation des critères e-SMART utilisés pour mettre au point les indicateurs de résultats, décrits dans le document ICCD/CRIC(8)/5/Add.2.

24. Étant donné que, d'une entité déclarante à l'autre, de nombreux indicateurs n'étaient pas identiques quant à la structure et au contenu des questions posées et que certains indicateurs ne concernent que des entités déclarantes spécifiques, l'évaluation est présentée séparément pour les différentes entités (pays parties touchés, pays développés parties, FEM).

25. Les pays parties touchés disposent de 14 indicateurs de résultats, dont un ne sera utilisé qu'à partir de 2012. Ce sont à ces pays que la mesurabilité des indicateurs de résultats a posé le plus de problèmes, l'aspect le moins problématique étant celui de la pertinence des indicateurs. Le seul cas où plus de 50 % des pays parties touchés ont rencontré un problème avec un indicateur concerne la mesurabilité de l'indicateur de résultats 1 (nombre d'activités d'information et de participants à ces activités). Le pourcentage des pays auxquels certains aspects des indicateurs de résultats ont posé un problème a été compris entre 8 % et 55 %.

26. Les indicateurs dont l'utilisation a posé le plus de problèmes ont été les suivants: CONS-O-1 (nombre et importance des activités d'information organisées sur le thème de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse (DDTS) et des synergies); CONS-O-4 (nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les organisations de la société civile et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation); CONS-O-18 (montant des ressources financières et type de mesures incitatives ayant facilité l'accès à la technologie); CONS-O-17 (nombre de projets relatifs à la DDTS soumis avec succès aux institutions financières internationales, aux mécanismes et aux fonds internationaux de financement, y compris le FEM). Les indicateurs dont l'utilisation a posé le moins de problèmes ont été l'indicateur CONS-O-5 (nombre de pays parties touchés ayant finalisé l'élaboration de leurs plans d'action nationaux alignés sur la Stratégie) et l'indicateur CONS-O-10 (nombre de plans d'action nationaux révisés attestant que les facteurs déterminants de la DDTS et leurs interactions sont connus). Dans les deux cas, les raisons sont compréhensibles: s'agissant de l'indicateur CONS-O-5, les pays devaient utiliser plusieurs sources pour recueillir des données chiffrées complexes, et s'agissant de l'indicateur CONS-O-10, ils devaient énumérer les caractéristiques de leur plan d'action national. En fait, étant donné que peu de pays ont aligné leur plan d'action national sur la Stratégie, les pays n'étaient pas tous censés répondre à des questions pour cet indicateur.

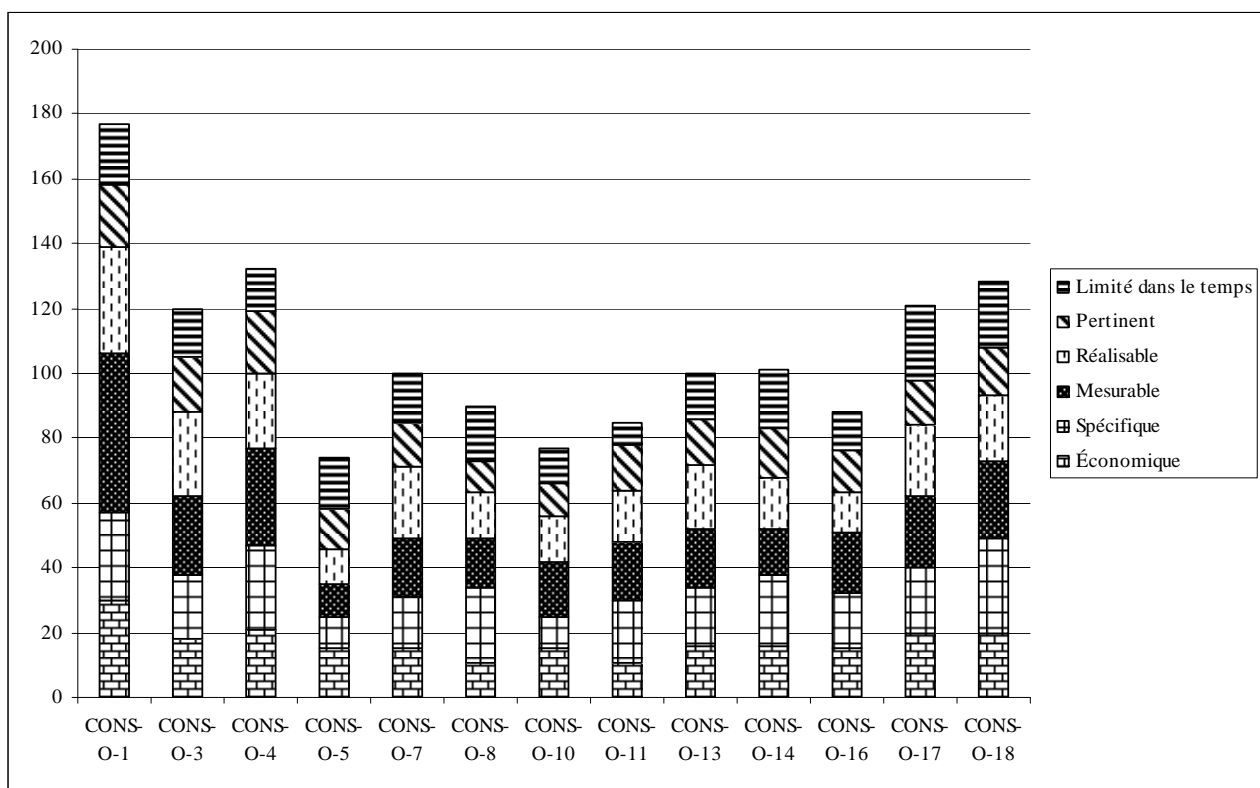
Tableau 10

Nombre de pays parties touchés auxquels l'utilisation des indicateurs de résultats a posé des difficultés dans leurs rapports

<i>Indicateur</i>	<i>Économique</i>	<i>Spécifique</i>	<i>Mesurable</i>	<i>Réalizable</i>	<i>Pertinent</i>	<i>Limité dans le temps</i>
CONS-O-1	30	27	49	33	19	19
CONS-O-3	18	20	24	26	17	15
CONS-O-4	21	26	30	23	19	13
CONS-O-5	15	10	10	11	12	16
CONS-O-7	15	16	18	22	14	15
CONS-O-8	11	23	15	14	10	17
CONS-O-10	15	10	17	14	10	11
CONS-O-11	11	19	18	16	14	7

Indicateur	Économique	Spécifique	Mesurable	Réalizable	Pertinent	Limité dans le temps
CONS-O-13	16	18	18	20	14	14
CONS-O-14	16	22	14	16	15	18
CONS-O-16	15	17	19	12	13	12
CONS-O-17	20	20	22	22	14	23
CONS-O-18	20	29	24	20	15	20
Ensemble des indicateurs	223	257	278	249	186	200

Figure 1
Évaluation des difficultés posées par les indicateurs de résultats fondés sur les critères e-SMART (par indicateur) (pays parties touchés)



27. Les pays développés parties devaient faire rapport au sujet de 10 indicateurs de résultats. La mesurabilité des indicateurs de résultats est aussi ce qui a posé le plus de problèmes à ces pays; en revanche, c'est avec le critère «limité dans le temps» qu'ils ont eu le moins de problèmes. De façon très similaire aux pays parties touchés, le seul cas où 50 % des pays développés parties ont rencontré un problème avec un indicateur concerne la mesurabilité de l'indicateur de résultat 1 (nombre d'activités d'information et de participants à ces activités).

28. À l'instar des pays parties touchés, les pays développés parties ont estimé que les indicateurs qui posaient le plus de problèmes étaient l'indicateur CONS-O-1 (nombre et importance des activités d'information organisées sur le thème de la DDTS et des synergies) et CONS-O-4 (nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par

les organisations de la société civile et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation).

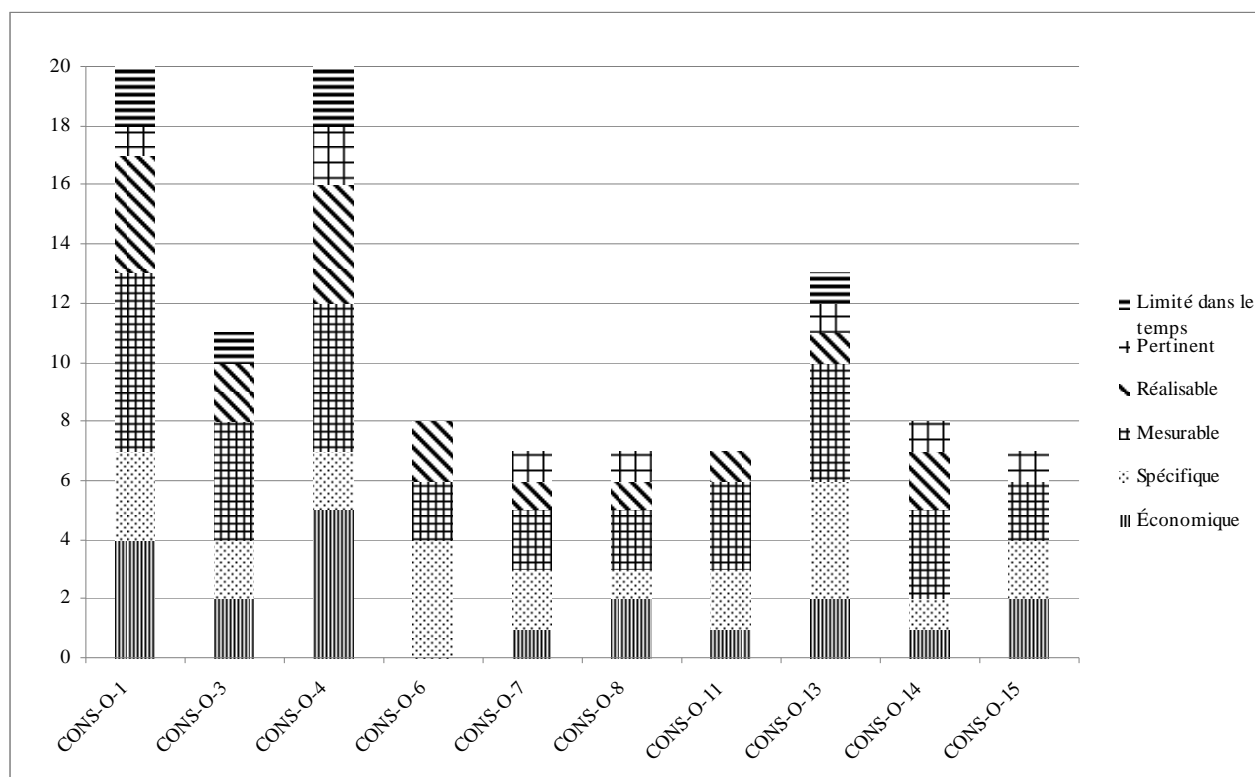
Tableau 11

Nombre de pays développés parties auxquels l'utilisation des indicateurs de résultats a posé des difficultés dans leurs rapports

Indicateur	Économique	Spécifique	Mesurable	Réalizable	Pertinent	Limité dans le temps
CONS-O-1	4	3	6	4	1	2
CONS-O-3	2	2	4	2	0	1
CONS-O-4	5	2	5	4	2	2
CONS-O-6	0	4	2	2	0	0
CONS-O-7	1	2	2	1	1	0
CONS-O-8	2	1	2	1	1	0
CONS-O-11	1	2	3	1	0	0
CONS-O-13	2	4	4	1	1	1
CONS-O-14	1	1	3	2	1	0
CONS-O-15	2	2	2	0	1	0
Tous indicateurs	20	23	33	18	8	6

Figure 2

Évaluation des difficultés posées par les indicateurs de résultats fondés sur les critères e-SMART (par indicateur) (pays développés parties)



29. Le FEM a rencontré des problèmes pour chacun des 10 indicateurs de résultats, principalement en ce qui concerne les critères «économique», «spécifique» et «limité dans le temps».

Tableau 12

Difficultés rencontrées par le Fonds pour l'environnement mondial en ce qui concerne l'utilisation des critères de résultats dans son rapport

<i>Indicateur</i>	<i>Économique</i>	<i>Spécifique</i>	<i>Mesurable</i>	<i>Réalisable</i>	<i>Pertinent</i>	<i>Limité dans le temps</i>
CONS-O-1	x	x	x	x	x	x
CONS-O-3	x	x	x	x	x	x
CONS-O-4	x	x	x	x	x	x
CONS-O-6	x	x				x
CONS-O-7	x	x				x
CONS-O-8	x	x				x
CONS-O-11	x	x	x	x	x	x
CONS-O-13	x	x				x
CONS-O-14	x	x				x
CONS-O-17	x	x				x
Tous indicateurs	10	10	4	4	4	10

IV. Conclusions

30. Le quatrième processus d'établissement de rapports au titre de la Convention a constitué un progrès décisif par rapport aux trois cycles précédents, en permettant de passer de rapports descriptifs à des rapports analytiques contenant des données quantifiables et comparables. Les bases du nouveau processus avaient été énoncées dans la Stratégie qui avait fixé une méthode pour mesurer les progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs stratégiques et opérationnels au moyen d'indicateurs rattachés à ces objectifs. L'information provenant des rapports peut ainsi être comparée sur l'ensemble de la période de mise en œuvre de la Stratégie, ce qui donne des indications importantes sur les progrès réalisés dans la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national. Ce processus présente l'intérêt supplémentaire important que ce type d'information peut facilement être utilisé par les décideurs pour évaluer l'état de l'application de la Convention à un moment donné et planifier de futures mesures.

31. Si l'on considère que, pour l'ensemble des acteurs du processus au niveau national, la plupart des tâches liées à l'établissement des rapports étaient entièrement nouvelles, et que le processus a mobilisé plus de 3 700 personnes dans plus de 100 pays, il est encourageant de constater le caractère largement positif de leur appréciation du processus, ainsi qu'il ressort des avis communiqués dans la partie «informations supplémentaires» des rapports.

32. Plus de la moitié de l'ensemble des pays ayant soumis un rapport ont indiqué disposer de ressources financières suffisantes pour cette activité. En tout, plus de

4 millions de dollars É.-U.⁴ ont été investis dans le processus d'établissement de rapports. Les pays parties touchés ont consacré en moyenne 18 000 dollars É.-U. prélevés sur leur propre budget à l'établissement de rapports et des ressources supplémentaires non négligeables ont été mises à leur disposition par le FEM et la Commission européenne.

33. Près de 90 % des pays ayant présenté un rapport ont pu disposer des connaissances techniques et technologiques suffisantes pour ce faire. On constate d'ailleurs dans ce contexte que les rapports présentés par les pays parties touchés étaient complets à 93 % en moyenne, tandis que ceux présentés par les pays développés parties l'étaient à 79 %.

34. La coordination et la participation ont aussi très bien fonctionné: le taux de satisfaction en ce qui concerne la coopération avec les ministères concernés dans le cadre de l'établissement des rapports a atteint près de 80 % et près de 90 %, des pays ont utilisé une stratégie participative pour leur rapport.

35. On n'a pas eu suffisamment recours en revanche à la tenue de réunions de validation comme moyen d'encourager une démarche participative et consultative: deux tiers des pays seulement ont tenu une telle réunion, et un seul pays développé en a tenu une.

36. La formation à l'utilisation du portail du système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre a reçu un accueil très favorable: deux tiers des pays développés l'ont utilisée et près de 90 % des pays touchés ont indiqué qu'elle avait été suffisante. On peut aussi noter dans ce contexte qu'un très petit nombre de pays parties ont utilisé des méthodes hors ligne pour présenter leurs rapports.

37. En ce qui concerne les difficultés rencontrées par les entités soumettant des rapports au sujet des indicateurs de résultats, il apparaît que les indicateurs pour lesquels il fallait réunir des données chiffrées provenant de sources hétérogènes sont ceux qui ont posé le plus de difficultés. Tant les pays parties touchés que les pays développés parties ont indiqué avoir eu des difficultés avec les indicateurs concernant le nombre d'activités d'information sur la DDTS et le nombre de participants à celles-ci, ainsi qu'avec les indicateurs nécessitant des informations financières. Les principaux problèmes rencontrés ont concerné la mesurabilité des indicateurs (méthodes de calcul, accès à l'information, ventilation de l'information par année, etc.). On peut aussi noter dans ce contexte que l'objectif opérationnel 5 (ressources financières et transfert de technologie) est celui pour lequel le taux de réponse a été le plus faible.

38. Les Parties ont fait part d'un certain nombre d'observations et de propositions qu'elles souhaitaient que la Conférence des Parties aborde et qui, concernaient souvent le processus d'établissement de rapports et les indicateurs de résultats. Il serait peut-être bon que le CRIC étudie ces observations et ces propositions en vue d'adresser à la Conférence des Parties des recommandations concernant d'éventuelles mesures à prendre.

⁴ Ce montant ne prend pas en compte le cofinancement assuré pour cet exercice par le secrétariat de la Convention, le Mécanisme mondial et le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature du PNUE, ni la contribution versée par la Commission européenne, le tout représentant un montant d'environ 2 750 000 dollars É.-U.

V. Recommandations

39. Les Parties devront fournir des indications supplémentaires au secrétariat de la Convention et au Mécanisme mondial sur la stratégie à adopter pour la deuxième partie du quatrième processus d'établissement de rapports et d'examen (2012-2013), y compris sur la communication des renseignements relatifs aux indicateurs d'impact. Les recommandations préliminaires ci-après pourront être examinées par les Parties à la neuvième session du CRIC, compte tenu des analyses fournies dans le présent document, dans le but d'engager rapidement des consultations sur les projets de décision à soumettre à la dixième session de la Conférence des Parties pour examen:

a) Le secrétariat de la Convention et le Mécanisme mondial sont priés, dans le cadre des préparatifs du prochain processus d'établissement de rapports et d'examen (2012-2013), de prendre en considération les avis communiqués par les entités concernées dans le cadre du processus en cours et d'ajuster le processus si nécessaire, en particulier pour ce qui est des indicateurs consacrés à la mobilisation, à la sensibilisation et à l'éducation, ainsi qu'au financement et au transfert de technologie;

b) Le secrétariat et le Mécanisme mondial sont aussi priés de prendre en considération des questions comme la qualité des données et les méthodes pertinentes de collecte d'informations afin d'améliorer la qualité des rapports produits par les Parties et les autres entités soumettant des rapports;

c) Le secrétariat est prié de poursuivre les consultations avec le FEM afin de permettre à celui-ci de fournir des informations sur les indicateurs de résultats, dans la mesure où les données dont il dispose le lui permettent;

d) Le secrétariat est aussi prié de poursuivre ses activités visant à améliorer le portail PRAIS, afin d'en garantir l'interactivité et d'améliorer la diffusion de l'information transitant par ce portail, en tenant compte des avis formulés par les entités concernées sur ses caractéristiques;

e) Le secrétariat de la Convention et le Mécanisme mondial, en consultation avec le PNUE s'il y a lieu, sont priés d'examiner les conclusions du projet PRAIS sur l'ensemble du processus et des modalités d'établissement des rapports et de les intégrer dans un programme d'appui au prochain processus d'établissement de rapports et d'examen (2012-2013);

f) Le FEM, les organisations intergouvernementales et les organismes des Nations Unies compétents ainsi que les pays développés parties sont invités à aider, y compris sur le plan financier, les pays parties touchés à s'acquitter de leurs obligations en matière d'établissement de rapports;

g) Les organes subsidiaires et les institutions de la Convention sont instamment priés, en appliquant la méthode axée sur les résultats, de faire figurer l'examen des présentes recommandations dans leurs programmes de travail respectifs pour 2012-2013, en vue d'apporter l'assistance voulue aux pays parties touchés conformément à leurs mandats respectifs.

Country-specific issues for the attention of the Conference of the Parties

A. Policy, legislative, institutional framework

<i>Country Party</i>	<i>Narrative description</i>
Burkina Faso	The policy, regulatory and institutional frameworks, especially within the decentralized structures, do not systematically integrate the concerns of DLDD and indicators of DLDD.
Guinea	Since 2008 the country has been facing a socio-political instability which negatively affects the functioning of institutions in charge of the fight against DLDD. The low level of capitalization of information on the outcomes of activities against DLDD makes it difficult to obtain statistically reliable data.
Indonesia	Our statement at COP 9 highlighted the importance of all parties to be committed to the Bali Road Map in order to synergize the 3 sister conventions. For that purpose all Parties should strengthen their policy, legislative and institutional framework to in line with 10 year-strategic plan of UNCCD.
Sri Lanka	Land degradation in Sri Lanka is characterized mainly by soil erosion in the hill country where heavy rainfall regimes prevail. The slope areas are susceptible to erosion due to high elevation. The common practices of vegetable cultivation including potatoes, are usually highly erosive in nature. Seedling teas in the hilly areas aggravate soil erosion. Tea is an export product and vegetables are usually used for domestic consumption. A large proportion of the population in these areas make their living out of agricultural practices. This is due to government policy related issues related to export earnings and the export income which is vital for the economy. It is difficult to give up these practices, but suitable measures can be adopted to avoid soil erosion, provided sufficient resources are diverted.
Yemen	The existence of a clear and adopted policy is the cornerstone to admitting the problem of desertification and then to start dealing with the problem. There is a clear denial of the importance of the role that such a policy could play, which leads to the emergence of the problem of lack of legislation.
Zambia	There is a need for country Parties to consider a COP decision to mobilize resources for mainstreaming of DLDD into national agendas. There is a need for country Parties to consider a COP decision adopting an innovative programme for the secretariat to spearhead in demonstrating the workability of the concept of technology transfer.

B. Capacity-building and awareness-raising

<i>Country Party</i>	<i>Narrative description</i>
Burkina Faso	Despite the efforts, the resources of the country and those of our partners are insufficient to ensure that all stakeholders are reached.

<i>Country Party</i>	<i>Narrative description</i>
Burundi	There is a need for strengthening technical, physical and financial capacities. As regards technical capabilities, national experts do not master the new techniques and technologies for sustainable land management, nor the methodologies the development of projects and their monitoring and evaluation. As for physical capacities, there is a lack of suitable equipment to for DLDD. Regarding financial capacity, there is no national budget line allocated for DLDD. Also, multilateral support for DLDD remains insufficient and bilateral aid is non-existent in DLDD.
Cuba	Land degradation (LD) is one of the most important problems in Cuba. This is captured in the country's environmental and development strategies; as a result it is considered a priority for the development of human resources, the allocation of financial resources and the actions of science and technological innovation actions that are currently being developed in Cuba. Modern sustainable land management (MST) concepts are being introduced as a tool for the combat against desertification and drought, within the framework of political, legislative, institutional and economic incentives, creating new spaces for consultation, awareness and knowledge management in key governmental and non-governmental institutions. The updating of technical standards, the spreading of legal regulations and a strong awareness-raising and environmental education support the development and strengthening of the current capabilities for MST to enter the institutional environment as well as the whole of civil society; this last accompanies on a permanent and natural basis all the activities through the whole country and specially at the local level through its agricultural extending systems and the education and sharing of experiences in a straightforward manner, from farmer to farmer. The Drought Early Warning System and its application in productive communities was initiated in two locations and it is expected to progressively escalate in the next period, with a strong development in agro-meteorology and expert systems for the prediction of this phenomena. Despite the current financial restrictions, these concepts are being handled by Cuba's Civil Defence through the integrated analysis system of Danger, Vulnerability and Risk (PVR) that will allow adequate contingency plans to be drawn up against drought in the upcoming periods. An additional capacity, which involves the Caribbean basin countries, is being developed. The mobilization of resources, fundamentally, from the National Economy Plan, in these two years has been strongly accompanied by funds from the GEF and the support of UNDP and FAO, as well as other agencies from the United Nations system and NGOs linked to these processes; climate change mitigation and adaptation projects, that are synergistic with the objectives of the MST. Knowledge management has had an important impetus through the conclusion of the 14 National Programs and Research and Development Branches (PNCT and PRCYT), of which the results have been included in the Cuban Network of the Technology and Science Programmes Information System (SYPROCYT) and in the MST Digital Depository; the reactivation of the information in the internal information circulation system and the DESERCUBA network, that includes important information generated by the institutions that comprise part of the National Coordination Group for the Combat Against Desertification and Drought; the developments in the studies related to the status of Cuba's biological diversity and particularly of the dry zone, as well as the degradation of dry lands evaluation systems through the LADA Project. Discrete advances in the integration of the actions related to the use of natural resources with an ecosystem focus, mark the beginning of the implementation of these new concepts.

<i>Country Party</i>	<i>Narrative description</i>
Eritrea	Awareness-raising and capacity-building: the level of awareness of the communities, especially in the affected Parties, of the cause of desertification is at the lowest level, so the COP should allocate enough funding to sensitize and equip the communities. DLDD and SLM monitoring and assessment/research: the DLDD monitoring, assessment and networking system is not properly applied in affected Parties, so to monitor and make a proper assessment and research, an efficient budget allocation should be made. Funding/resource mobilization: a resource mobilization should be made by the COP to implement different projects, focusing on DLDD-related efforts.
India	National Capacity Self-Assessment was undertaken in the year 2007. However, implementation of identified deficient capacities requires resource mobilization.
Kuwait	Because of the lack of awareness-raising activities and programmes on environmental issues, all levels of society along with Government have to intensify the extension and awareness of such programmes. They also have to establish databases on environmental issues that are needed for the evaluation of the level of desertification and the implementation of land degradation monitoring programmes and the definition of projects proposed for the management of degraded lands. The NAP for combating desertification will be adopted. It will aim to prepare monitoring programmes and definition of projects to be implemented. It will constitute a major support for the realization of the projects.
Madagascar	To achieve the operational objectives of The Strategy, developing countries such as Madagascar need capacity-building at all levels (local and national). And in conformity with the articles of the Convention and the decisions taken during the various sessions of the Conference of the Parties, capacity-building programmes will be supported by the secretariat, the Global Mechanism, developed countries, financial institutions and United Nations agencies.
Morocco	Lack of qualified personnel to ensure follow-up of all desertification phenomena, the fight against which relies on different actors. This implies the need for capacity-building in different departments and institutions active in matters relating to UNCCD.
Oman	It is important to include the possibility of training in both research and applied projects related to the implementation of combating desertification projects, and to enforce capacity-building and exchange of expertise.
Philippines	Land degradation and drought are known problems in the rural areas. However, the efforts of UNCCD to address these problems are not yet known in most instances. Capacity-building and awareness-raising should be undertaken at the grassroots who belong to the most vulnerable sector. In the process, it will be made known that DLDD is also a global issue and that they have important roles to perform in addressing these problems which should start within their own areas. Also, the campaign could provide better understanding of the required synergies of all efforts to address climate change (i.e. a more well-known phenomenon), land degradation and biodiversity loss.
Rwanda	(no further description)
Saint Kitts and Nevis	(no further description)

C. DLDD and SLM monitoring and assessment/research

<i>Country Party</i>	<i>Narrative description</i>
Burkina Faso	The system of monitoring, evaluation and research on DLDD and sustainable land management is underdeveloped and there is a lack of the required capacities for its operationalization.
China	(no further description)
Madagascar	As mentioned in indicator CONS 8, no system for specifically monitoring DLDD has been created. But the environmental monitoring systems partially covering DLDD exist nationally in different areas or themes. This aspect of monitoring and evaluation will be developed during the alignment of the NAP and requires the support of the secretariat, the Global Mechanism and the Committee on Science and Technology. South-South cooperation should be strengthened in order to allow developing countries such as Madagascar to implement its system for monitoring DLDD at lower cost.
Niger	Weak monitoring capacity. The availability of data is very limited. Inadequate coordination and networking monitoring systems. The monitoring system is insufficient and so are the means.
Philippines	While each affected country Party has its own monitoring and assessment system, there is a need for a common platform that could provide similar information parameters to monitor and assess. The UNCCD should play a very important role in making this common platform available and achievable for affected country Parties.
Sri Lanka	For desertification, land degradation and drought monitoring a series of scientific research, monitoring and assessment systems should be in place. These monitoring systems require, inter alia, sophisticated equipment, trained personnel and intra-agency coordination to bring about results. Establishing a drought early warning system itself requires a coordinated effort by many agencies including the agriculture and trade sectors. Under these circumstances, a substantial flow of resources of a financial and technical nature are required to establish proper monitoring and assessments are to be in place.
Thailand	NAP alignment process is ongoing.
Viet Nam	There is a need to have a common set of criteria and indicators to assess the status of desertification, land degradation and drought for all parties of UNCCD for easy comparison and assessment. There is also a need to have more financial and technical support to establish and operate DLDD and SLM monitoring and assessment centers at national and subnational level and update these results on a database for reference and reporting.

D. Funding/resource mobilization

<i>Country Party</i>	<i>Narrative description</i>
Bahamas	Funds should be made available to implement the Convention fully.
Cape Verde	(no further description)
Chile	Chile is a country seriously affected by desertification, land degradation and drought, and could see intensified the magnitude of these processes caused by climate change, which will require additional support and cooperation to stop and reverse this tendency.

<i>Country Party</i>	<i>Narrative description</i>
Côte d'Ivoire	(no further description)
Democratic Republic of the Congo	(no further description)
El Salvador	It is necessary to manage the financial support by the financial mechanisms of the Convention in a way that would enable better balance between regions.
Fiji	(no further description)
Gambia	(no further description)
Grenada	Technical and financial support should be provided to small island developing States to assist them in aligning their NAP to The Strategy to develop an integrated financing strategy for implementation of the NAP.
Guinea-Bissau	Few resources are devoted to the DLDD unlike other conventions. So as to assist country Parties to better play their role under the Convention.
Honduras	(no further description)
India	For DLDD-specific projects more resources are required.
Indonesia	The total of degraded land in Indonesia, is more than 30 million ha but the capacity of Indonesia to rehabilitate the degraded land is only 500,000 ha/year due to lack of funding. Therefore, it will take about 60 years to rehabilitate the land. To overcome these problems we need to mobilize funding from international communities.
Madagascar	Despite the priority given to the fight against desertification, the effective implementation of the NAP is limited by the availability of resources. The financial mechanism to support activities related to the implementation of the NAP is not yet well-established. The Integrated Development Strategy will be developed during the alignment of the NAP and this would require the support of the secretariat and Global Mechanism under the joint workplan.
Mauritius	More financial resources are required for full implementation of activities under the Sustainable Land Management Programme.
Mexico	Regarding indicator 18, the funding that is reported is the total sum of the programmes and national and international projects, beyond the funding to access technology, since it was not possible to differentiate in this report this item. Moreover, the amount of national funding that is reported is more than 60 per cent associated with social development programmes and the fight against poverty, and the remaining funding is to address the problems of land degradation, desertification and drought and strengthen sustainable land management.
Mongolia	Mongolia has a huge territory (1.566 million square kilometres) relative to the population and the land affected by desertification is increasing yearly. A number of springs, lakes and rivers dried out in the last 4 years. Compared to the 1970 census, 887 rivers, 2,096 springs and 1,166 lakes had dried out by 2007. The Government's fund allocation has increased in the last 3 years. Unfortunately, the territory, affected by desertification is too big and the financing is not enough. So Mongolia asks to implement a project in this field. The national capacity to combat desertification is very limited and needs to be improved. The improvement has to be done together with international organizations and specialists.
Nepal	(no further description)

<i>Country Party</i>	<i>Narrative description</i>
Philippines	Funding and resource mobilization that directly address DLDD are comparatively lower when compared to climate change and biodiversity conservation. The issue of DLDD is not as popular as climate change. If possible, UNCCD should act as a catalyst for providing funds to DLDD initiatives by country Parties. A mechanism to facilitate the process should be put in place.
Saint Lucia	In terms of resources made available to the various conventions, it appears that UNCCD is at a disadvantage, as regards the quantity of financial and other resources obtained.
Sri Lanka	Availability of resources has always been the limiting factor for implementation of successful measures to combat land degradation. As has been discussed at many forums, a concerted effort is needed by all countries, governments and donor agencies to overcome this. Starting from setting priorities by governments, sufficient resources must be made available to agencies concerned. The preparation of the IFS could pave the way towards mobilizing sufficient resources.
Ukraine	Ecologically not balanced structure of agricultural soils (about 71 per cent of the land is agricultural soil. of which 78 per cent is pasture), considerable extension of soil degradation (erosion - 57.5 per cent of the territory, soil contamination - about 20 per cent etc.), unfinished soil reform (including building of State land cadastre system, realization of landscape works, etc.) determine necessity of huge investments for fulfilment of aims for sustainable land use which cannot be fully provided from continuous subsidies or international technical support.

E. Knowledge management and decision support

<i>Country Party</i>	<i>Narrative description</i>
Burkina Faso	Knowledge management and decisional support are insufficient. The National Action Programme for the Fight against Desertification lacks a strategic investment framework.
Islamic Republic of Iran	The systematic involvement of the scientific and technical centres at national, subregional and regional level in the scientific sphere of UNCCD implementation alongside the active role of CST and its expert group supported by RCUs and TPNs to disseminate information and technical aspects of DLDD, such as monitoring and assessment system and early warning system to add value to the activities of Parties in the implementation of the strategy, should be enhanced.
Madagascar	Without adequate resources, knowledge management specific to DLDD is currently practically nonexistent. It remains a component to be developed during the alignment of the NAP. And this requires support from the secretariat, the Global Mechanism, the Committee on Science and Technology, and specialized agencies. The development and/or strengthening of South-South cooperation in this matter should be discussed in order to provide assistance to developing countries at lower cost.
Namibia	We had general difficulties in compiling this report in terms of information availability particularly in the areas of CONS-O-1, CONS-O-18 and to a lesser extent CONS-O-3. Accurate recording of information events and numbers reached by various formats can be difficult to approximate. Disaggregating of data by year was also a problem in terms of budgets and awareness-raising. Reports used were often biannual or overlapping (i.e. June 2007-June 2008) thus average approximations were made. Budgets were also often not listed per project component or per year (i.e. 2008 and 2009 separately), which posed a particular problem for reporting on CONS-O-18.

F. Participation, collaboration and networking

<i>Country Party</i>	<i>Narrative description</i>
Madagascar	Networking is a way of sharing experience and knowledge. However, no system of networking specific to DLDD is currently available. Its implementation is necessary and requires technical and financial support from the secretariat, the Global Mechanism, and specialized technical and financial partners. The development and/or strengthening of South-South cooperation in this matter should be discussed and negotiated to support developing countries at lower cost.
Philippines	The subregional and regional network of affected country Parties in Asia should be strengthened to facilitate better collaboration and networking within the region. This could facilitate the preparation of subregional or regional project proposals for DLDD initiatives which are now preferred by some international funding institutions.

G. Other issues

<i>Country Party</i>	<i>Issue</i>	<i>Narrative description</i>
Bhutan	Data and information for reporting to UNCCD based on the existing PRAIS portal are not often readily available. Some of the information required by the PRAIS portal warrants a separate survey to generate it.	It is to be noted that Bhutan has prepared a comprehensive National Action Programme to combat land degradation using broad-based consultations and a participatory approach. The document is currently under the process of endorsement by the Ministry of Agriculture and Forests for submission for government approval. However, in the current report, information regarding the implementation of NAP and its alignment to the UNCCD Strategy could not be reported because the queries pertained to 'approved' NAPs whereas formal government approval of Bhutan's NAP is yet to be secured. It is expected that the NAP will receive government approval soon, possibly by December 2010. As a matter of fact, the final draft NAP was ready in 2009 but the requirement to incorporate an Integrated Financing Strategy delayed the NAP finalization by several months. An Integrated Financing Strategy has now been developed and incorporated in the NAP submitted to the Ministry of Agriculture and Forests. Some of the data/information fields for the PRAIS templates were difficult to fill in because of the dearth of data/information and in a few cases detailed research/ surveys would have been required to accurately respond to the data/information queries. A case in point is the information outreach through media products and proportion of population informed about DLDD and DLDD synergies with biodiversity and climate change. The other thing is most of the drop-down lists are not very exhaustive and do not encompass everything.

<i>Country Party</i>	<i>Issue</i>	<i>Narrative description</i>
Bosnia and Herzegovina	NAP development	As a country in transition, Bosnia and Herzegovina is faced in the postwar period with numerous social, economic and other problems, among which the issue of land protection stands out as one of the most crucial. The financial resources that are currently allocated are not sufficient to make significant steps toward appropriate land protection and mitigation of degradation effects. We are faced with the fact that we need the overall strategic document - NAP - to identify the factors contributing to land degradation, as well as priority actions and measures to combat land degradation and mitigate its effects. It is estimated that the total amount for NAP preparation and adoption will be at least US\$ 150,000. We are currently preparing the project concept to apply for GEF funds and we expect assistance from the UNCCD. These funds will allow us to prepare the NAP.
Burkina Faso	Constraints or difficulties encountered in the process of 4th report of UNCCD	Inadequacy of the data collection period which coincided with the holiday period of most partners (teams of projects and programs, etc.):– time constraints have not allowed us to collect and benefit from data on all projects and programmes (e.g. financial details by component projects/programmes have not been completed). The absence or lack of knowledge of appropriate tools for evaluating the coverage of certain communication tools (ICT, radio and television) made it impossible to correctly estimate the public affected by the awareness/information campaign on DLDD and sustainable land management.
Chile	(no description)	It is necessary to review the performance indicators because they do not adequately reflect the state of the country in the combat against desertification, and in addition, they leave out the efforts of governments and only take into account civil society and the scientific sector. It also requires a friendly system because the questions in many cases are very specific and closed, which does not allow clear identification of the degree of progress. Likewise much of the financial information does not have a direct relevance to the report.
Côte d'Ivoire	Capacity-building and awareness, monitoring and evaluation/research of DLDD and sustainable land management, knowledge management and decision support, networking	(no further description)

<i>Country Party</i>	<i>Issue</i>	<i>Narrative description</i>
Ecuador	Generation and innovation of appropriate traditional technologies, management and conservation of natural resources, with special emphasis on land, water, and vegetation.	The UNCCD must provide financial support for the planning and implementation of actions developed by the Scientific and Technical Focal Points; a lot of the actions remain in the planning stage and are not implemented. The UNCCD should demand more involvement and participation from country Parties in the commitments, including in their budgets the respective financing for the implementation of the foreseen actions.
Fiji	Funding through regional organizations	On the ground investment is very much limited when donor funding for projects are through regional bodies who incur a lot of administration costs.
France	Performance indicators, reporting	We checked the box “measurable” for indicators CONS-O-1, CONS-O-6, CONS-O-7, CONS-O-8, CONS-O-13, CONS-O-14 and CONS-O-15, because we believe there is no common interpretation of the way to measure these indicators. We also checked the box “specific” for indicators CONS-O-1, CONS-O-6, CONS-O-13 and CONS-O-15, because it seems to us the proposed descriptions for these indicators raise an issue. CONS-O-1: should we take into account only information events and media products organized/distributed in France? How should we evaluate the proportion of the national population informed of the DLDD challenges? How could we tell the difference between the various categories of the public concerned by the media products? How should we take into account the audience of the media who proposed several articles/programmes on the DLDD challenges (should we multiply the average audience by the number of identified products, knowing that in this case, there is a risk of counting the same persons several times)? On the other hand, we have to take into account the fact that the focal points cannot give comprehensive information on all information events and media products concerning the DLDD challenges at the national level (and that information transmitted according to this indicator can only be partial). CONS-O-6: should we take into account only partnership agreements established in the framework of UNCCD (very restrictive) and disregard partnership agreements established in another framework but meeting the objectives of UNCCD? Should we take into account the number of partnership agreements established in 2008/2009 or implemented in 2008/2009? CONS-O-7, CONS-O-8, CONS-O-13, CONS-O-14: Should we indicate: (1) whether we financed projects in these areas in 2008/2009, or (2) whether supporting projects we financed in these areas were implemented in 2008/2009 (which is not the same, because there is often a difference between commitments and the effective implementation of projects), or else (3) whether the instruments mentioned in these different indicators (common implementation mechanisms for the three conventions, systems of environmental follow-up, integrated investment frameworks, etc.) were officially established in 2008/2009 (here again, it is not the same thing, because the official establishment of these instruments often constitutes the purpose of the projects and takes place only at the end of the

<i>Country Party</i>	<i>Issue</i>	<i>Narrative description</i>
		<p>said projects)? CONS-O-13: how should we interpret the request to take into account only “important” capacity-building initiatives? CONS-O-15: should we take into account the multilateral contributions (especially those targeted at DLDD challenges: support to the Global Mechanism, contribution to the UNCCD secretariat, support to the TerrAfrica initiative, support to regional organizations like the Sahara and Sahel Observatory, etc.)? For the total amount withdrawn (an information difficult to collect according to us), should we indicate the amounts effectively withdrawn for projects committed in 2008/2009 or the total amount withdrawn in 2008/2009 (including for projects which would have been committed before 2008)?</p> <p>It seems crucial to us that for the next reporting exercises, the following recommendations be taken into account: presentation of the Financial Annex and of the follow-up records for projects/programmes in the form of summary Excel tables (in the PRAIS portal), simplification of proposed formats for the Financial Annex and follow-up records for projects/programmes (deletion of certain fields: start and end dates of financing, area of the zone concerned, total number of recipients, Rio UNFCCC and CBD markers, strategic and operational objectives of UNCCD, Rio markers and CAP for the different components of projects, etc; simplification of certain fields: limitation of the CAP field at the first categorization level, etc.), the necessity of taking into account the difficulty of giving marks afterwards to the cooperation projects and programmes according to CAPs and Rio markers (a tedious and delicate work because of a partial knowledge of projects/programmes), clarification of projects/programmes that are to appear in the follow-up records concerning projects/programmes: for the present reporting process, we have mentioned international cooperation projects committed in 2008/2009 and implemented in 2008/2009 (but committed before 2008). Is this the way things are to be understood? It is necessary to define response areas and/or thematic fields to be taken into account to register the relevant cooperation projects which are not necessarily identified under “combat desertification” (e.g. management of natural resources, improvement of farm production systems, development of drainage basins, etc.) to guarantee harmonization of inventory and assessment exercises by the different country Parties, the necessity of finding a balance between the will to standardize the format of country Party reports and the possibility of Parties developing qualitative analyses complementing quantitative information transmitted in particular in the framework of performance indicators.</p>

<i>Country Party</i>	<i>Issue</i>	<i>Narrative description</i>
Germany	General feedback on PRAIS	<p>The questionnaire in general is too complex and too much information is requested. Compiling the data is extremely time-consuming. The level of detail requested is not available within the responding organizations (e.g. programme and project sheets).</p> <p>The indicators, methodology and the terms used are in parts unclear or not applicable (see CONS-O-1).</p> <p>The huge amount of data and inaccuracy regarding the terms and methodology will make it difficult to compare and analyse the national reports.</p> <p>The German reporting team has the general impression that many indicators of PRAIS are more applicable to affected countries rather than to donor countries. Indicator CONS-O-4 can be taken as an example of this.</p> <p>There must be a clear definition as to whether information refers to UNCCD or DLDD.</p> <p>Space for further comments is limited and comments must be split up into separate paragraphs.</p> <p>The format of PRAIS is not suited for the amount of data requested in the financial annex (e.g. more than 1,000 projects in the German national report). This was later solved when uploading Excel files was enabled. However, detailed information on how the spreadsheets are to be formatted was not given until 10 days before the deadline, when the documents had long since been created. Available printouts are useless for persons without access to the explanatory reporting guidelines. However, in the course of the last weeks, the format and clarity of the printouts have improved. As it turned out, the source of many of our problems was the outdatedness of our browser (IE7 instead of IE8, Chrome or Firefox). It would help if PRAIS raised awareness of this issue, as it prevents any kind of uploads into the system.</p> <p>Another obstacle is the long response time of the helpdesk: there were some technical problems in the system which prevented a finalization of the data entry (e.g. uploading documents) and even though the help desk was informed, it took a long time to solve the problem. The Global Project Coordinator on the other hand was extremely helpful and attentive.</p> <p>We have created a pdf file with further feedback on PRAIS which we were unable to upload here</p>
Honduras	Coordination among ministries, and through the GTI, to establish the guidelines of the PRAIS portal to incorporate data more efficiently and effectively.	(no further description)

<i>Country Party</i>	<i>Issue</i>	<i>Narrative description</i>
India	Technology transfer	Technology transfer needs to be scaled up for achieving the objectives of the Convention.
Madagascar	Coherence and synergies of projects/programmes	Despite the efforts already made to implement the Paris Declaration on Aid Effectiveness, only the technical aspects have experienced a slight improvement. The financial aspects still have problems such as different procedures and different fiscal years from one financial partner to another, or affinity with certain areas such as biodiversity and climate change. From this observation, the willingness to develop coherence and synergies is often overshadowed. Capacity-building for negotiation is necessary.
Mexico	(no description)	The reporting template can be considered sometimes too rigid for the inclusion of national information; it is required that the templates better indicate a description of the indicators beyond a yes or no, indicating moderate categories in process or complete.
Morocco	Valorization of results of research, Lack of networking allowing transmission to development and research.	(no further description)
Nepal	Need to harmonize and develop synergies among the three Rio conventions as well as the INGOs/NGOs/ civil society etc. to effectively address the problem related to environmental degradation, specifically DLDD issues	(no further description)
Romania	Reporting: indicators, guidelines, portal, compliance.	Standardized/comparable and relevant reporting is crucial for assessing the implementation of UNCCD. To attain this main goal, there is need for development and harmonization of joint reporting guidelines for both performance and impact indicators; continuous improvement of reporting guidelines and procedures, for more cost-effective and relevant reporting; encouragement of development of online reporting for effective and efficient compilation; endorsement of reporting guidelines and report syntheses by CRIC/COP; launch of a debate on cases of non-compliance in reporting.
Rwanda	DLDD and SLM monitoring and assessment/research. Funding/resource mobilization	(no further description)

<i>Country Party</i>	<i>Issue</i>	<i>Narrative description</i>
Saint Kitts and Nevis	Alignment of NAP to address local activities.	(no further description)
Saint Lucia	The mainstreaming of SLM into the national development.	(no further description)
